

## **ARRÊTÉ FIXANT LA LISTE DES ANIMAUX SUSCEPTIBLES D'OCCASIONNER DES DÉGÂTS ET CERTAINES DE LEURS MODALITÉS DE DESTRUCTION POUR LA SAISON 2022-2023 DANS LE DÉPARTEMENT DU VAR**

**Le préfet du Var,**

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 427-8 et L. 427-9, R. 427-6 à R. 427-29 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 modifié, pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces susceptibles d'être classés nuisibles par arrêté du préfet ;

**VU** l'avis de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage du 21 février 2022 ;

**VU** l'avis de la fédération départementale des chasseurs du Var ;

**VU** la consultation du public en date du ;

**Considérant** le niveau important des dégâts aux cultures causés par le sanglier, et les risques encourus lors de la traversée des voies ainsi que par une présence à proximité immédiate des lieux habités, sur l'ensemble du département du Var ;

**SUR proposition** du directeur départemental des territoires et de la mer ;

### **ARRÊTE**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté préfectoral du 11 mai 2021 est abrogé.

#### **ARTICLE 2 :**

Le sanglier (*Sus scrofa*) est classé en tant qu'espèce susceptible d'occasionner des dégâts sur l'ensemble du département du Var à compter de la date de publication du présent arrêté, et jusqu'au 30 juin 2023.

#### **ARTICLE 3 :**

la chasse du sanglier, en battue, à l'affût ou à l'approche, est possible entre la date d'ouverture générale et la date de clôture fixée le 31 mars. Le port de manière visible d'un élément vestimentaire fluorescent (gilet, casquette, baudrier, 2 brassards) est obligatoire. Le permis de chasser doit être validé pour l'année en cours.

#### **ARTICLE 4 :**

Les fonctionnaires ou agents des établissements publics commissionnés pour constater les infractions en matière forestière, de chasse ou de pêche ainsi que les gardes particuliers sur le territoire sur lequel ils sont commissionnés, sont autorisés à détruire à tir les animaux susceptibles d'occasionner des dégâts toute l'année, **de jour seulement** et sous réserve de l'assentiment du détenteur du droit de destruction.

Les lieutenants de louveterie sont autorisés à détruire à tir les animaux susceptibles d'occasionner des dégâts toute l'année, **de jour comme de nuit**, et sous réserve de l'assentiment du détenteur du droit de destruction.

#### **ARTICLE 5 :**

Pendant le temps où la destruction est permise, le transport des animaux morts et régulièrement détruits est autorisé.

**ARTICLE 6 :**

Le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur des polices urbaines, le chef du service inter-départemental de l'Office National des Forêts, le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, les maires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les mairies du département.

Fait à Toulon, le